

Allemagne

Le droit à l'ego

Arrogante, égoïste ?

Les détracteurs s'inquiètent d'une Allemagne qui ferait cavalier seul en Europe. Mais intellectuels, hommes d'affaires, artistes racontent un pays plus complexe dans ses opinions

Marion Van Renterghem

Berlin, envoyée spéciale

La définition de l'Allemagne, elle l'a étalée sur un tee-shirt. Des noms et des mots en vrac : « Goethe », « Sauerkraut » (« choucroute »), « Hitler », « Anne Frank »... les bourreaux, les victimes, les héros, mais aussi la choucroute ou les « Lebkuchen », ces gâteaux épicés et sucrés de son enfance en Rhénanie. Un puzzle de choses compliquées qui fabriquent ensemble son identité.

La culpabilité d'abord : la honte d'être allemande, le dégoût d'un drapeau que l'on ne brandit pas, le poids d'une scolarité au cours de laquelle l'Holocauste est une référence omniprésente. Le plaisir aussi : une capacité à se réinventer et une douceur de vivre qu'elle a fini par admettre. « L'Allemagne, c'est cool », dit-elle.

Eva Grönbach, 38 ans, blonde aux yeux rieurs et styliste reconnue, boit son espresso dans un café ensoleillé de Cologne. En 2000, elle a intitulé sa collection de prêt-à-porter : « Déclaration d'amour à l'Allemagne ». Une bombe. Des débats infinis dans le milieu de la mode, puis dans la presse. Comment une Allemande ose-t-elle dire qu'elle aime l'Allemagne ? Sa propre mère était indignée : « Pourquoi ne fais-tu pas une déclaration d'amour à l'Europe ? » Eva lui a répondu : « Parce que l'Europe, c'est évident. »

Elle vote pour les Verts et ne veut pas entendre parler de « fierté » allemande, juste d'un « plaisir » à l'être. Elle habille les personnels du Thalys (train franco-germano-belge). Et dans une Allemagne qui, encore récemment, tergiversait sur la représentation de l'aigle (symbole national) au Bundestag – il fallait dessiner un animal léger, débonnaire, pas agressif –, elle a fait du rapace aux griffes pointues son logo, joué des couleurs du drapeau noir-rouge-jaune et pris pour mannequins des immigrés originaires de Turquie ou de Somalie, étrangers à la culpabilité, contents d'être allemands.

Elle est née en 1971, deux générations après la guerre. Adolescente, elle a vu tomber le mur de Berlin. Le parcours d'Eva Grönbach est un concentré de cette nouvelle Allemagne aux élites cosmopolites, quatrième puissance économique mondiale, presque normalisée dans sa confiance en elle-même, munie de garde-fous constitutionnels qui interdisent le retour d'un pouvoir autoritaire, qui sort avec joie ses drapeaux en période de Coupe du monde, qui transgresse le tabou de la guerre en s'engageant militairement, au Kosovo jadis, en Afghanistan aujourd'hui.

L'Allemagne en est-elle devenue plus autonome, plus égoïste, moins européenne ? Le quotidien populaire conservateur *Bild* a contribué à véhiculer cette image. « Nous ne fabriquons pas l'opinion, nous décelons ce qui surgit de l'opinion », explique son éditorialiste vedette, Nikolaus Blome, sans ignorer que sa diffusion gigantesque (3,2 millions d'exemplaires) oriente la politique des dirigeants.

Et ce que *Bild* relève et encourage, c'est l'amour-propre d'un pays dirigé pour la deuxième fois par un chancelier élevé après la guerre, moins en dette de l'Europe. Un pays où les élites politiques, formées dans les Länder, sont pour la plupart plus « provinciales » qu'internationales. Où les élites intellectuelles de poids, la soixantaine passée – le philosophe Jürgen Habermas, l'ancien ministre Vert des affaires étrangères Joschka Fischer, le sociologue Ulrich Beck, la politologue sociale-démocrate Gesine Schwan, sont les derniers grands visionnaires européens, tenants du rêve fédéral et du dépassement de la nation.

Un pays encore sous le choc de la dérive



Eva Grönbach, 38 ans, styliste reconnue, a intitulé sa collection de prêt-à-porter : « Déclaration d'amour à l'Allemagne ».

JÖRG BRUGGEMAN/OSTKREUZ/
COSMOS POUR « LE MONDE »

autoritaire de l'exécutif et obsédé par la rigueur juridique ; où la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, sacralisée, donne tout son poids à une poignée d'euroceptiques (radicaux, souverainistes, antilibéraux ou ultralibéraux) qui déposent des recours à répétition. En 2009, la Cour a dit noir sur blanc que l'intégration européenne avait atteint ses limites.

Un pays économiquement puissant mais très inquiet de sa démographie déclinante, gros contributeur du budget européen, qui s'est imposé des réformes douloureuses pour limiter son déficit, et qui n'a plus envie de payer pour ceux, comme la Grèce, qui ont chanté avec les cigales. Un gouvernement réticent à sauver la Grèce et à l'origine d'un nouveau plan de rigueur dissuasif pour la demande intérieure.

Les élites allemandes pensent-elles tout

bas ce que *Bild* exprime tout haut ? Se sentent-elles responsables de l'Europe ou de plus en plus indifférentes ? Trahies d'avoir échangé le sacro-saint deutschemark contre l'instabilité de l'euro ? Agacées par une France championne en déficits censés relancer la croissance et qui critique, au nom de la solidarité européenne, leur modèle économique fondé sur l'exportation et l'épargne ?

Le mensuel allemand *Capital* vient de publier un sondage auprès de 533 leaders d'opinion, chefs d'entreprise, ministres ou premiers ministres régionaux, cadres de l'administration fédérale, sur leur perception de la crise de l'euro. Quelque 78 % approuvent les deux plans d'aide mais 75 % considèrent qu'Angela Merkel a stratégiquement eu raison, contre la France, de montrer longtemps sa réticence à ces

plans, pour obliger la Grèce à de plus amples réformes.

Le cinéaste Volker Schlöndorff pense comme eux. De sa villa de Potsdam, près de Berlin, où il dirige les studios de Babelsberg, il suit la politique allemande, dont l'hystérie passée lui a inspiré, différemment, *L'Honneur perdu de Katharina Blum* et *Le Tambour*. « Libéral dans le réel et de gauche dans l'absolu », comme il s'étiquette lui-même, il fait partie des déçus de M^{me} Merkel, qu'il avait soutenue. Scolarisé en France et francophile par habitude, il s'étonne de l'incompréhension française.

« L'industrie française est moins préparée à la mondialisation, dit-il. Du coup, elle montre du doigt la voisine qui risque de prendre sa place. Le conseil de la France à l'Allemagne, c'est : "Faites plus de grèves, faites plus de dettes, dépensez." C'est très joli.

On ne peut pas avancer en reprochant à l'autre d'être trop dynamique ou trop exigeant sur la stabilité monétaire, des traditions culturelles très anciennes en Allemagne. C'est nous reprocher d'être ce que nous sommes. » Le cinéaste trouve « ridicule » la ministre française de l'économie, Christine Lagarde, dans sa critique du modèle allemand. « Comment reprocher à une économie d'être exportatrice ? s'étonne-t-il. La technique et le savoir-faire sont les seules ressources que nous ayons en Europe. Pourquoi exiger des Allemands qu'ils consomment plus ? Ils auraient déjà les moyens de le faire, mais ce n'est pas dans leur mentalité. L'intervention étatique, on est libre d'y croire comme les Français, de ne pas y croire comme les Allemands. L'économie est une question de foi. On se doit de respecter les religions, en Europe... »

Magazine de l'élite avec succès (1 million d'exemplaires), l'hebdomadaire de centre gauche *Der Spiegel* accuse la France de la même incompréhension. Autant la chancelière y est dépeinte en « M^{me} No » de l'Europe, passive, dépourvue de vision et « germaniarde », comme on dirait « franchouillarde », autant les institutions européennes y sont accusées d'être trop françaises, dessinées sur le modèle d'une administration centrale et bureaucratique, trop loin de la complexité fédérale allemande qui confère un pouvoir indépendant aux ministères et aux régions. Et le « gouvernement économique » est soupçonné de vouloir soumettre les Allemands au modèle français égalitariste, avec inflation de dépenses publiques et pression fiscale en hausse constante, de mauvaise réputation outre-Rhin.

A l'opposé, isolé et de diffusion modeste (100 000 exemplaires), le quotidien *Financial Times Deutschland* (FTD), pro-européen, est minoritaire à défendre la ligne franco-américaine d'une nécessaire relance de la demande intérieure. Journaliste au FTD, économiste proche du keynésien français Jean-Paul Fitoussi, Thomas Fricke est « consterné ». Le débat politico-économique allemand, dit-il, est figé dans un traumatisme ancien : « Stabilité, zéro dette, euro fort sont des mots sacralisés. On les a appliqués à l'allemande, à 100 %. Les Allemands ne veulent pas voir qu'une croissance équilibrée doit aussi valoriser la consommation. Ils sont dans un monde différent de celui des autres Européens. C'est très grave. »

« Le conseil de la France à l'Allemagne, c'est : "Faites plus de grèves, faites plus de dettes, dépensez" »

Volker Schlöndorff

cinéaste

Pas du tout, rétorque Gerhard Cromme, président des conseils de surveillance de ThyssenKrupp et de Siemens, lors d'un discours à l'ambassade d'Allemagne à Paris. Pour lui, la nuisance de l'économie allemande vis-à-vis des autres États de la zone euro est un mythe. La balance commerciale allemande est certes excédentaire, contrairement à la France. Mais « près de 15 % de l'ensemble des exportations françaises sont destinées à l'Allemagne. Depuis 2000, environ 50 000 emplois ont été créés en France par des sociétés allemandes. Et, au niveau européen, les exportations allemandes aident à stabiliser la balance du commerce extérieur de l'UE et, par là même, à défendre la position européenne dans le monde. »

Les élites peinent à s'entendre. Dans le monde des affaires, on sait ce que la réussite allemande doit à l'euro et à l'Europe. « Que vaudrait la première économie européenne, toute seule, face à la Chine ? », constate à Cologne Reinhard Houben, patron d'une de ces PME qui font la richesse de l'économie allemande. Pour ce président local du parti libéral (FDP), « aider les pays défaillants de la zone euro devrait être aussi évident que de soutenir les Länder déficitaires en Allemagne, comme Berlin ou la Sarre... »

Mais au prestigieux « Conseil des sages » qui a l'oreille des dirigeants, les cinq experts économiques n'ont rien publié sur la crise de l'euro. Aucune étude. Leur silence intrigue. « Déficit ou austérité, le sujet est délicat. On n'arrive pas à se mettre d'accord », confie l'un d'eux. Quant à Eva Grönbach, elle en a fini avec les déclarations d'amour à l'Allemagne : « Ce n'est plus la peine : nous sommes devenus normaux. » ■